



Déclaration FSU – CSA SD
Rentrée Scolaire 2023
Lundi 6 novembre

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,
Madame la Directrice Académique,

« Choc d'attractivité », « Revalorisation historique », « un prof devant chaque classe », « relèvement du niveau général des élèves », remplacement de toutes les absences... Les rentrées se suivent et se ressemblent : les ministres et maintenant le président de la République en personne multiplient les annonces complètement déconnectées de la réalité. Pourtant chez nos collègues, dans les salles des personnels ou face à leur bulletin de paie, l'incompréhension, l'exaspération, le mépris, la maltraitance dominant.

Les échanges en commission des affaires culturelles entre nos représentants des personnels et ceux du parti présidentiel ont condensé de façon paroxystique la divergence entre un pouvoir enraciné dans ces certitudes doctrinaires, son mépris de classe pour les travailleurs de l'Éducation Nationale et nos représentant-e-s qui ont, eux pourtant, les deux pieds dans la réalité des écoles et des établissements de France.

Mais au-delà de ce constat de rentrée malheureusement prévisible, trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, il a été insupportable pour les personnels d'avoir à revivre avec l'assassinat de Dominique Bernard le même effroi quand l'École devient une cible et que des professeur.es sont attaqué.es pour avoir fait leur métier. L'État doit prendre toutes les mesures pour assurer la protection des personnels et des élèves. L'École doit, avant tout, continuer à œuvrer pour que les jeunes puissent devenir des citoyen.nes conscient.es et émancipé.es. Elle doit être dotée de tous les moyens nécessaires pour lutter contre toute forme d'obscurantisme. Toute la société doit l'accompagner et la soutenir dans cet objectif.

Oui, ce que nous disons ici nous ne cessons de le répéter depuis des années : l'organisation du travail dans l'Éducation Nationale est défaillante.

Il vous appartient ici Mme la Directrice Académique d'initier ce changement dans le cadre des opérations de carte scolaire. C'est pourquoi nous vous demandons solennellement, dans le cadre de la préparation de la rentrée 2024, de renforcer le dialogue social entre les écoles, les élus, les personnels et vos services en planifiant dès maintenant une demi-journée de réception des délégations d'école en amont du GT carte scolaire de janvier 2024. De même, dans le second degré, nous vous demandons solennellement de prévoir dès maintenant un groupe de travail sur les ajustements de DGH en fin d'année scolaire 2023-2024. Ces deux demi-journées seraient un signe fort envoyé aux équipes des écoles comme des collèges. Dans un contexte de rupture voire de défiance, il nous semble essentiel de retisser ces fils du dialogue social, indispensable au bon fonctionnement du Service Public de l'Éducation Nationale.

Notre département a dû commencer cette année scolaire avec une dotation négative dans le premier degré comme dans le second degré, tournant ainsi le dos aux enjeux et aux besoins réels de notre Ecole dans sa mission de réduction des inégalités scolaires. C'est justement pour pouvoir accomplir cette mission que la FSU demande toujours le classement des écoles Les Dominos, Pivolle et Maxime Marchand en REP+ mais aussi de l'accès à la REP pour d'autres écoles de notre département.

Nous avons donc assisté à une rentrée dont la réalité départementale est bien loin de la semaine de réclame voulue par notre ministre. Et le projet de budget pour 2024 confirme le refus de profiter des baisses démographiques pour faire baisser les effectifs et redonner enfin des conditions de travail et d'apprentissage acceptables.

Le remplacement reste une difficulté profondément ancrée dans notre département. Les nombreuses journées non remplacées contribuent à la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des

conditions de travail des personnels, mais faire reposer la responsabilité de ce non-remplacement sur les personnels enseignant-e-s via le Pacte et mettre en danger la formation continue est inacceptable. C'est une nouvelle marque de mépris du temps de travail des enseignant-e-s et de leur engagement quotidien au service de la réussite de tous les élèves.

Du côté de l'école inclusive, le constat n'est pas plus reluisant : les personnels et les élèves souffrent du manque d'AESH. Toutes les notifications ont du mal à être couvertes et les écoles comme les collèges se retrouvent trop souvent obligées de déshabiller Pierre pour habiller Paul. Cet état de fait engendre de la souffrance pour tous, élèves et personnels, ajoutant de la difficulté pour conduire un exercice professionnel exigeant.

Par ailleurs, familles et enseignants se retrouvent souvent seul dans un territoire où l'accès au soin est défaillant.

Dans les vies scolaires, l'actualité de cette rentrée est marquée par les difficultés rencontrées par l'Éducation nationale à faire face à l'ampleur, démultipliée par les réseaux sociaux, du harcèlement. Et ce n'est pas faire passer un questionnaire anonyme, outil purement statistique et de communication qui permettra de faire avancer la lutte contre le harcèlement. D'ailleurs, aucune annonce n'est faite sur les moyens alloués aux missions de surveillance et d'éducation ! Il y a pourtant urgence à mieux doter les collèges pour permettre à nos collègues d'assurer non seulement leurs missions de surveillance mais aussi celles de prévention et d'éducation. Suite aux consignes données dans le cadre du plan Vigipirate Urgence attentat, nous vous alertons d'ailleurs sur les missions des AED qui ne doivent pas être utilisés comme des agents de sécurité.

Du côté de la direction et du fonctionnement de l'école, les textes sortis durant l'été n'apportent pas d'éléments concrets et la direction des écoles est frappée directement par les effets des décisions ministérielles tardives. A ce titre, les nouveautés relatives aux sorties ne font qu'ajouter des tâches inutiles, là où le discours ne cesse de prôner la simplification. Avez-vous par exemple essayé l'application Sortie sco ? On pourrait l'appeler « Comment décourager les enseignants de sortir de leur école ». Un suivi de plus en plus lourd et bureaucratique des élèves, s'il est surtout l'expression du parapluie ouvert pour justifier d'une attention portée à la réussite de tous, se fera au détriment d'autres missions. Par ailleurs, le fait de remplir des fiches, recensant les difficultés et les dispositions engagées ne se substituera jamais à une réelle existence de réseaux complets, avec des professionnels formés à la remédiation de la difficulté scolaire.

En conclusion, nous redisons, ici, notre volonté de pointer les mesures indispensables à apporter dans notre département afin de conduire une politique ambitieuse au service des élèves, de l'école, des familles. Celle-ci ne peut faire l'économie de dotations budgétaires ambitieuses pour permettre la réduction des effectifs par classe et donner la possibilité de dédoublement. Cette politique doit évidemment s'accompagner d'une revalorisation significative des rémunérations de tous les personnels de l'Éducation Nationale pour rendre à nos métiers leur attractivité et de la volonté de remédier à la souffrance au travail dont nos collègues témoignent quotidiennement à travers leurs fiches SST toujours plus nombreuses.

Il est temps de transformer une communication facile, en actes courageux...